



Audit – Bureau de Paris
16 rue de Monceau

75008 PARIS

T : +33 (0)1 47 27 70 43

www.bakertilly.fr

MISSION LOCALE ORLY CHOISY VILLENEUVE ABLON MLOCVA

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 3, rue du Verger
94310 ORLY

SIREN : 326 607 066

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.
Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



**MISSION LOCALE ORLY CHOISY VILLENEUVE
ABLON MLOCVA**

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 3, rue du verger
94310 ORLY

SIREN : 326 607 066

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux adhérents de l'**association MISSION LOCALE ORLY CHOISY VILLENEUVE ABLON MLOCVA**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MISSION LOCALE ORLY CHOISY VILLENEUVE ABLON MLOCVA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 12 juin 2026

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO

brice ROGIR

✓ Certifié par  you sign

Brice ROGIR

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2025 12			Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés et droits assimilés						
	En cours, avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques, matériel et outillage	184 007	132 306	51 701	69 610	17 908	25.73
	En cours, avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	4 664		4 664	4 664		
	Total II	188 672	132 306	56 366	74 274	17 908	24.11
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés						
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres créances	344 706		344 706	274 006	70 701	25.80
	Charges constatées d'avance (2)	9 254		9 254	5 582	3 672	65.77
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments financiers à terme et jetons détenus						
	Disponibilités	1 331 587		1 331 587	1 195 244	136 343	11.41
	Total III	1 685 548		1 685 548	1 474 832	210 715	14.29
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (IV)						
	Primes de remboursement des emprunts (V)						
	Ecart de conversion et différences d'évaluation (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	1 874 219	132 306	1 741 913	1 549 106	192 807	12.45

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à moins d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2025 12	Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise : Fonds propres statutaires Fonds propres complémentaires	900 751	894 230	6 521	0.73
	Fonds propres avec droit de reprise : Fonds statutaires Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves : Réserves statutaires ou contractuelles Réserves pour projet de l'entité Autres				
	Report à nouveau				
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	121 893	6 521	115 372	NS
	Situation nette (sous total)	1 022 644	900 751	121 893	13.53
	Fonds propres consommables Subventions d'investissement Provisions réglementées				
Total I		1 022 644	900 751	121 893	13.53
AUTRES FONDS PROPRES	Fonds non remboursables Avances conditionnées Droits du concédant				
	Total II				
FONDS REPORTEES ET DEBIES	Fonds reportés liés aux legs ou donations Fonds dédiés	6 296		6 296	
	Total III	6 296		6 296	
PROVISIONS	Provisions pour risques Provisions pour charges	133 947	120 866	13 081	10.82
	Total IV	133 947	120 866	13 081	10.82
DETTES (I)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières diverses (2) Instruments financiers à terme				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	49 921	35 516	14 405	40.56
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	332 339	292 862	39 477	13.48
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	52 135	52 455	320	0.61
	Produits constatés d'avance	144 632	146 657	2 025	1.38
	Total V	579 026	527 489	51 537	9.77
Écarts de conversion et différences d'évaluation (VI)					
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)		1 741 913	1 549 106	192 807	12.45

(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)
(2) Dont emprunts participatifs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations						
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service		7 000		7 000		
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation		1 770 901		1 706 514	64 387	3.77
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommptible						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions				62 321	62 321	100.00
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles						
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits		10			10	
Total I		1 777 911		1 775 835	2 076	0.12
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes		210 086		252 124	42 038	16.67
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés		86 008		91 242	5 234	5.74
Salaires et traitements		946 466		987 097	40 631	4.12
Cotisations sociales		371 399		412 924	41 525	10.06
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		26 879		27 423	544	1.98
Dotations aux provisions		13 081			13 081	
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées						
Reports en fonds dédiés		6 296			6 296	
Autres charges		2			2	
Total II		1 660 217		1 770 809	110 593	6.25
1 - Résultat d'exploitation (I-II)		117 694		5 026	112 668	NS

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés		4 927		5 560	632	11.37
Reprises sur dépréciations et provisions						
Différences positives de change						
Produits des immobilisations financières cédées						
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total III		4 927		5 560	632	11.37
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées						
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total IV						
2. Résultat financier (III-IV)		4 927		5 560	632	11.37
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)		122 621		10 585	112 036	NS
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)				1 178	1 178	100.00
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)				5 242	5 242	100.00
4. Résultat exceptionnel (V-VI)				4 064	4 064	100.00
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)		728			728	
Total des produits (I+III+V)		1 782 838		1 782 572	266	0.01
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		1 660 945		1 776 051	115 107	6.48
5. EXCEDENT OU DEFICIT		121 893		6 521	115 372	NS

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature						
Prestations en nature	27	260	27	047	213	0.79
Bénévolat						
TOTAL	27	260	27	047	213	0.79
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens	27	260	27	047	213	0.79
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
TOTAL	27	260	27	047	213	0.79

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 1 741 913 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 1 777 911 Euros et dégageant un excédent de 121 893 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2022-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Changement de méthode

Changement de méthodes comptables

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les dispositions des règlements ANC N°2022-06 s'appliquent à compter de l'exercice de première application (2025) sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément aux nouveaux modèles figurant dans le règlement ANC N°2023-03.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

En pratique, les principales dispositions et incidences sont les suivantes :

- Une nouvelle définition du résultat exceptionnel, pour correspondre uniquement à des produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel. Cela a pour objectif de limiter les éléments inscrits par nature aux seules écritures comptables d'origine purement fiscale (amortissements dérogatoires, ...), corrections d'erreurs et changements de méthode comptable inscrits en résultat.
- La suppression des transferts de charges.
- La modification du modèle des états financiers avec conservation et mise à jour des deux modèles de bilan et de compte de résultat.

Les principaux impacts du nouveau règlement sur la période comparative sont les suivants :

Les charges constatées d'avance figurent désormais dans les créances.

Informations générales complémentaires

Présentation générale de la mission locale

La Mission Locale créée en 1982 par les villes d'Orly et Choisy le Roi, est une association loi 1901.

Dans le cadre de sa mission de service public pour l'emploi, elle a pour objet d'aider les jeunes de 16

à 25 ans révolus à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion sociale et professionnelle en assurant les fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement

(Article L5312-2 du code du travail).

En 2023, le territoire d'intervention de la Mission Locale comprenant les communes d'Orly, Choisy-le-Roi, Villeneuve-le-Roi et Ablon sur Seine, s'est étendu à la ville de Villeneuve Saint Georges.

Le service CLLAJ, Comité pour le logement autonome des jeunes, a été créé par l'association en 2014. Ce service accueille les jeunes de 18 à 30 ans habitant ou travaillant sur le territoire, et ayant

une demande d'information ou d'accompagnement vers le logement ou l'hébergement.

L'association a pour objet : (article 2 des statuts de juin 2018)

D'aider les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire, à résoudre l'ensemble des problèmes que

pose leur insertion sociale et professionnelle en assurant des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement.

De favoriser la concertation entre les différents partenaires en vue de compléter ou de renforcer les

actions conduites par ceux-ci, notamment pour les jeunes rencontrant des difficultés particulières, et

contribuer à l'élaboration et la mise en œuvre, dans leurs zones de compétences, d'une politique locale concertée d'insertion sociale et professionnelle des jeunes en matière de formation, d'emploi, de logement et de santé.

D'agir auprès des établissements scolaires, des organismes de formation et des entreprises du territoire pour établir un processus d'accompagnement et de qualification des jeunes, ayant pour but

l'emploi.

De mettre en place toutes opérations qui favorisent l'insertion par l'économie des jeunes en liaison

avec les structures compétentes.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

L'association aide et soutient également les jeunes de 18 à 30 ans habitant ou travaillant sur le territoire de la Mission Locale Orly Choisy Villeneuve le roi Ablon sur Seine, dans leurs démarches

d'accès au logement autonome, et/ou pour les aider à résoudre leurs difficultés de logement ou d'hébergement. Ces activités sont mises en œuvre par le Comité Local pour le Logement Autonome

des Jeunes (CLLAJ).

La gouvernance de la ML est assurée par un conseil d'administration (constitué des collectivités locales et territoriales, des services de l'état, des partenaires économiques et sociaux et d'associations

du territoire) qui élit un bureau qui est renouvelé tous les deux ans.

Le bureau est constitué d'un Président et de 4 vice-présidents qui sont des élus des collectivités locales et territoriales ainsi que le trésorier, le secrétaire, est issu du collège des associations.

L'équipe (ML et CLLAJ) est composée, à ce jour, de 26 personnes

12 Conseillers Insertion Sociale et Professionnelle

un référent de parcours

une conseillère en économie sociale et familiale

2 Chargés de Projets (Emploi, Offre de services, formation) "

3 Chargés d'accueil et d'animation "

une Assisante de direction et de gestion

une assistante administrative

3 responsables d'équipe (CLLAJ - site Orly -site VSG)

une directrice et une directrice adjointe

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	579		
Installations générales agencements aménagements divers	5 065		682
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	169 392		8 289
TOTAL	175 037		8 971
Prêts, autres immobilisations financières	4 664		
TOTAL	4 664		
TOTAL GENERAL	179 701		8 971

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			579	579
Installations générales agencements aménagements divers			5 747	5 747
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			177 681	177 681
TOTAL			184 008	184 007
Prêts, autres immobilisations financières			4 664	4 664
TOTAL			4 664	4 664
TOTAL GENERAL			188 672	188 671

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		348	116		464
Installations générales agencements aménagements divers		1 183	494		1 678
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		103 896	26 269		130 165
TOTAL		105 427	26 879		132 306
TOTAL GENERAL		105 427	26 879		132 306
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal.techniques matériel outillage indus.	116				
Instal.générales agenc.aménag.divers	494				
Matériel de bureau informatique mobilier	26 269				
TOTAL	26 879				
TOTAL GENERAL	26 879				

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Tableau de variation des fonds propres
ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	894 230	6 521			900 751
Excédent ou déficit de l'exercice	6 521	6 521-	121 893		121 893
Situation nette	900 751		121 893		1 022 644
TOTAL I	900 751		121 893		1 022 644

ANNEXE

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

VARIATION DES FONDS DEDES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés *
Subventions d'exploitation Subvention O2R (Priij)						6 296	
						6 296	
TOTAL						6 296	

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	120 866	13 081			133 947
TOTAL	120 866	13 081			133 947
TOTAL GENERAL	120 866	13 081			133 947
Dont dotations et reprises d'exploitation		13 081			

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	4 664	0	4 664
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	7 152	7 152	
Débiteurs divers	331 820	331 820	
Charges constatées d'avance	9 254	9 254	
TOTAL	352 891	348 227	4 664

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	49 921	49 921		
Personnel et comptes rattachés	181 113	181 113		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	129 867	129 867		
Impôts sur les bénéfices	728	728		
Autres impôts taxes et assimilés	20 630	20 630		
Autres dettes	52 135	52 135		
Produits constatés d'avance	144 632	144 632		
TOTAL	579 026	579 026		

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Matériel & outillage industriel	Linéaire	5 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de bureau & informati	Linéaire	2 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	4 à 10 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.
En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	338 972
Total	338 972

Dont 331 820€ de subv à recevoir

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	23 115
Dettes fiscales et sociales	267 181
Autres dettes	43 201
Total	333 496

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	9 254
Total	9 254
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	144 632
Total	144 632

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation des subventions

Répartition par secteur d'activité	Montant
Subventions d'exploitation	1 770 901
Total	1 770 901

Rémunération des dirigeants

Au sein des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature visés par l° 2006- 586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Valorisation des contributions volontaires

La ville de Villeneuve Saint Georges a mis gratuitement à la disposition de la mission locale, des locaux de 187 m2.

La valorisation se calcule sur la base de l'IRL (indice de référence des loyers) x par la surface, soit pour l'année 2025 : 187m² x 145,78€ (IRL du 4° trim 2025)

Ainsi, cette gratuité est évaluée pour la période 2025 à 27 260€

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 7030 euros TTC.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagements financiers

Engagements donnés

Autres engagements donnés :		39 367
Montant chèques mobilité	39 367	
Total (1)		39 367

Engagements reçus

Engagement en matière de pensions et retraites

L'engagement de retraite a été constaté sous forme de provision.
Pour l'année 2025 une dotation de 13081 € porte la provision à la
somme de 133 947 €